



Lettre d'information N° 36- janvier 2016

Cette lettre vous est proposée par votre partenaire INTERSUD et sera diffusée à ses fidèles clients

Marché à suivre : l'Afrique

Alors que la croissance de la Chine et d'autres grands émergents marque le pas, faut-il se tourner vers le continent africain ?

Brésil, Chine, Russie : 2015 aura vu la contribution de ces trois grands pays émergents à la croissance mondiale diminuer sensiblement. Difficultés structurelles pour le Brésil, dépendance extrême aux hydrocarbures pour la Russie, amenuisement du dynamisme chinois : les raisons varient, mais sans doute ne faut-il guère, du moins pour 2016, s'attendre à des rebonds significatifs venant de ces trois "BRICS".

L'"émergence" va-t-elle pour autant se déplacer de l'Asie vers l'Afrique ? Riche de nombreuses matières premières et hydrocarbures, le continent est aussi l'un des plus dynamiques démographiquement parlant : dès 2040, sa population devrait atteindre 1,9 milliard d'habitants. Et si le continent reste extrêmement pauvre, il a affiché ces dernières années des taux de croissance significatifs. L'Afrique subsaharienne et australe serait-elle enfin sur la voie du décollage ?

La réalité est bien entendu plus complexe.

Des exportations encore essentiellement constituées de matières premières

Aujourd'hui encore, les exportations africaines sont essentiellement constituées de biens non renouvelables : hydrocarbures et métaux. A eux seuls, ces deux postes totalisent 70% des exportations du continent.

La chute du prix du pétrole, couplée à la fin du boum des matières premières a donc affecté durement nombre d'économies trop peu diversifiées : le Gabon, l'Angola, et le Nigéria, notamment.

Mais aussi l'Afrique du Sud, très dépendante de ses matières premières. Ou encore le Mozambique, exportateur de gaz, charbon, coton et aluminium, et dont la devise, le metical, a perdu 40% de sa valeur en un an.

Les pays exportateurs de matières premières agricoles et de produits alimentaires ont, eux, un peu moins souffert, constatait ainsi récemment Anne-Sophie Fèvre, de la Coface. Par exemple l'Éthiopie, le Kenya, le Togo.



Le contrecoup du ralentissement chinois

L'Afrique subit également le contrecoup du ralentissement chinois, l'empire du Milieu ayant largement investi ces dernières années dans les infrastructures de plusieurs pays africains et achetant quantités de matières premières. Même si la Chine s'est engagée lors du sommet Chine-Afrique de Johannesburg en décembre dernier à investir 60 milliards de dollars en Afrique, le ralentissement de son économie a déjà eu des effets sur le terrain. Selon le Fonds monétaire international (FMI), une baisse d'un point de l'investissement chinois en Afrique provoque en moyenne une baisse de [0,6 % des exportations africaines](#).

Une attractivité durable

Mais l'accroissement rapide de la présence chinoise en Afrique au cours des quinze dernières années ne doit pas faire illusion : les États-Unis y restent le premier investisseur étranger, avec des entreprises comme Procter & Gamble, GE, MasterCard. Et le Brésil, la Russie et l'Inde, ensemble, investissent autant que la Chine. Car le continent semble à beaucoup attractif, du moins à terme.

Certes, contrairement à l'Asie, peu de pays y ont développé une industrie manufacturière. Outre les matières premières, l'Afrique reste essentiellement une terre de services : services publics, commerce de détail souvent informel, principalement. Avec, cependant, quelques exceptions, note Anne-Sophie Fèvre, de la Coface. Certains pays commencent à exporter un nombre important de produits différents, et à ne plus dépendre, donc, de deux ou trois sources d'exportation. C'est le cas depuis déjà longtemps de l'Afrique du Sud, qui n'a cependant pas vu sa diversification progresser ces dernières années. En revanche, l'Éthiopie, le Rwanda, ou encore l'Ouganda ont vu le nombre de leurs produits d'exportation progresser sensiblement depuis l'an 2000. Avec, souvent, une prédominance du textile et de l'agroalimentaire, due à une volonté de plus en plus poussée de la part des gouvernements d'employer la population en croissance rapide dans des unités de transformation légères et intensives en main d'oeuvre. Et de miser à nouveau sur l'agriculture, mais en tentant de transformer sur place ses produits. L'Éthiopie par exemple fabrique désormais de nombreux articles textiles pour le compte de fabricants étrangers, comme le suédois H&M. Mais aussi pour des producteurs asiatiques qui peuvent ainsi bénéficier des régimes d'importation plus favorables des pays africains en Europe et aux États Unis. Les énergies renouvelables représentent aussi un axe de développement pour certains, telle l'Éthiopie qui [investit massivement dans le](#)



[photovoltaïque.](#)

Des niches intéressantes

Le cabinet de conseil BearingPoint est lui très optimiste. Dans son rapport, "[une Afrique des Afriques](#)", il mise sur une progression de 75% dans les dix prochaines années des investissements français en Afrique. Le Nigéria, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Kenya lui semblent avoir le vent en poupe. Sans oublier le Ghana, le [Rwanda](#), même s'ils sont moins attractifs pour des raisons linguistiques pour des Français.

Fait intéressant : les nouveaux investissements français ne devraient concerner que dans 10% des cas l'exploitation des ressources. Car une classe moyenne africaine est en train d'émerger : elle représenterait aujourd'hui, selon les estimations, de 140 à 300 millions de personnes, et passerait à environ 900 millions en 2040 ! De quoi justifier les investissements dans la distribution par exemple. Mais le secteur des technologies -télécommunications, services internet, etc.- intéresse aussi beaucoup : c'est en Afrique qu'ont lieu le plus de transactions financières sur mobiles par exemple, et le développement devrait continuer avec l'explosion prévue des ventes de smartphones. Le secteur bancaire est aussi considéré comme un gros vivier d'innovations. Et bien sûr, les majors de l'énergie, de la gestion des eaux, et des déchets, espèrent bien que le développement de ces économies permettra le développement d'infrastructures dignes de ce nom.

Des risques impossibles à balayer

Les risques bien entendu restent importants sur le continent. Peu de catastrophes naturelles ici, mais des maladies dévastatrices, tel Ebola, capables de paralyser une économie pendant des mois. Et des soubresauts politiques incessants, du moins dans certains pays. Les [cartes de risque pays](#) sont donc à suivre avec attention, ainsi que la situation détaillée des partenaires locaux : si la transparence progresse dans certains pays, il reste souvent compliqué de faire des affaires. Grâce à son réseau de correspondants, Intersud peut vous accompagner sur le continent africain.